

Dette publique : la parole de Voltaire

Point de vue | LEMONDE.FR | 15.02.12 | 09h43

par Patrick Neiertz, chercheur associé au Centre d'études de la langue et la littérature françaises des XVIIe et XVIIIe siècle (Paris-IV Sorbonne-UMR8599)

Les experts ne sont d'accord que sur un seul point : le caractère exceptionnel de la crise financière que vivent les Etats occidentaux. Mais ne faut-il beaucoup d'égoïsme historique pour croire la question de la dette des Etats réductible au seul XXI^e siècle ? Les Etats européens du siècle des Lumières étaient, eux aussi, chroniquement endettés. Non pas par des protections sociales généreuses ni même par leurs dépenses somptuaires. Mais par des guerres stupides, menées par des armées mercenaires ruineuses, pour des motifs dynastiques ou de pur orgueil national. La France était de toutes ces aventures belliqueuses qu'elle finançait par le déficit. Comment le comblait-elle ? par l'appel aux banquiers ; par la manipulation de l'inflation ; par les défauts de paiement ; et, naturellement, par la hausse des impôts. Ce catalogue paraît-il désuet aux dirigeants européens d'aujourd'hui ?

Voltaire se voyait d'abord comme un poète : il eût aimé être reconnu comme le Corneille de son siècle. Secondairement, cet historiographe du roi acceptait la qualité d'historien. Il ne se revendiquait nullement de celle d'économiste. Economiste pourtant il était. Et d'abord parce qu'il était lui-même un financier hors pair pour la gestion de ses propres biens et – chose qui n'est pas fort ordinaire aux gens de lettres, comme il l'avouait avec fierté – parce qu'il fut, à Ferney, un entrepreneur capitaliste moderne, animant une sorte de commandite intéressée à l'agriculture, la tannerie, la filature, la céramique, la promotion immobilière et l'horlogerie (une aventure qui généra un millier d'emplois). Au plan idéologique, Voltaire réussit le paradoxe d'être à la fois un adepte du libéralisme du "laissez-faire, laissez-passer" et du colbertisme du siècle précédent, comme on sait interventionniste et protecteur des industries nationales. Voltaire était Français, donc.

Le grand homme commenta beaucoup de domaines de la science économique naissante ; le champ préféré de ses spéculations fut cependant celui des finances publiques. On y rencontre l'historien des mœurs et des civilisations, le philosophe du progrès tendanciel de l'esprit humain, le moraliste du bien public, l'intellectuel engagé contre l'injustice et l'homme privé secrètement fasciné par l'arithmétique financière, qui redresse les erreurs de calcul des auteurs.

Or, que nous dit Voltaire sur les finances publiques qui résonne encore dans notre actualité de 2012 ? Revenons à l'épigraphe de cet article : *"Un Etat qui ne doit qu'à lui-même ne peut s'appauvrir."* Ayant lui-même prêté à des princes étrangers des sommes assez considérables pour un particulier, il est bien placé pour connaître les travers des dettes souveraines quand elles se financent à l'international. Il dut supporter un défaut de paiement de l'Electeur Palatin.

En revanche, le duc de Wurtemberg, mauvais payeur obligé à un refinancement récurrent de sa dette, dû à l'habileté manœuvrière de son prêteur d'avoir payé en intérêts trois fois le nominal du prêt à la mort de ce dernier. Ainsi vont encore les marchés internationaux d'aujourd'hui. L'Etat japonais, endetté mais qui ne doit surtout qu'à lui-même, n'est pas soumis à l'habileté des prêteurs internationaux. Vitupérer ceux-ci ou les agences de notations ressemble aux déplorations du chœur des tragédies grecques (antiques) : c'est une basse continue très belle mais pas vraiment utile à contrer la fatalité.

La suite de la phrase mérite également attention : *"et ces dettes mêmes sont un encouragement à l'industrie."* Par cette formulation un peu sibylline, le philosophe veut signifier que le service de la dette (et a fortiori son amortissement) irrigue l'espace national (ou aujourd'hui : européen) de revenus qui se transforment en consommation, voire en investissements quand les prêteurs sont riches (aujourd'hui : institutionnels).

Ailleurs, il précise : *"Lorsqu'un Etat puissant ne doit qu'à lui-même, la confiance et la circulation suffisent pour payer"*. N'y aurait-il pas pour la première zone économique mondiale une certaine sagesse voltairienne à se prêter à elle-même et à rembourser ses propres peuples ? Mais de quand datent les derniers emprunts nationaux ouverts aux citoyens ? Et y eut-il jamais un emprunt européen auprès des épargnants ?

Voltaire n'était pas que le bienfaiteur (intéressé) des petits princes allemands. On sait qu'il était surtout l'inspirateur moral et le maître en poésie du principal d'entre eux : le roi de Prusse. Une fois la fâcherie de Berlin consommée et le poète enfui, l'adoration de Frédéric reprit de plus belle.

Voltaire ne parvint pas à empêcher son disciple de faire la guerre au roi de France (et de la gagner). Mais qui peut douter qu'il n'eût su le convaincre en matière d'eurobonds ?

Voltaire, tu nous manques.